

#3 : Évaluation et mesure des programmes de mobilité Nord-Sud

Porte-parole des universités canadiennes



Par : Rebecca Tiessen, professeure agrégée,
École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa

Kate Grantham, chercheuse postdoctorale,
École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa

Janvier 2017



Mesurer les retombées de la mobilité – Deux façons d’améliorer les pratiques



Gestion centralisée des programmes internationaux et de leur évaluation

Les universités canadiennes mettent sur pied un nombre croissant de bureaux de liaison internationale qui regroupent la formation sur les systèmes de rapports électroniques, le recrutement des étudiants et la mobilité étudiante. Il en découle une amélioration des processus de suivi et d'évaluation, de la prestation de programmes et des communications.



Collaboration et échange d'information entre les établissements

Les administrateurs des universités canadiennes ont créé des réseaux informels où ils peuvent mettre leurs expériences en commun, poser des questions et demander conseil. Le groupe d'utilisateurs Horizons et la liste des logiciels d'éducation internationale en sont deux exemples.



Évaluation et mesure des programmes de mobilité Nord-Sud

Public cible : administrateurs et gestionnaires de programmes de mobilité des universités canadiennes

Les étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur sont plus mobiles que jamais. Ils participent en nombres records à des échanges, à des expériences de bénévolat, à des stages et à de l'apprentissage par le service à l'étranger (Universités Canada, 2014; Tiessen et Huish, 2014; Turner et Robson, 2008). La plupart des universités canadiennes prennent des mesures pour accroître le nombre d'étudiants qui participent à des expériences de mobilité, avec l'objectif de tripler leur taux d'ici 2020 et de nouveau d'ici 2025 (CIPS, 2015), en plus de tenter de multiplier les occasions de mobilité étudiante.

Pour accroître les taux de participation, il faut d'abord comprendre comment et pourquoi les étudiants profitent (ou ne profitent pas) des possibilités qui s'offrent à eux. En raison du manque de connaissances sur trois plans, il est difficile d'évaluer la véritable nature et la portée des programmes de mobilité offerts dans les universités canadiennes : 1. Il existe peu de données démographiques sur le nombre d'étudiants qui se rendent à l'étranger, leur destination, la durée de leur séjour et les possibles obstacles à leur participation; 2. Il existe peu d'études qui fournissent une analyse complète et pancanadienne des répercussions des programmes de mobilité (sur les établissements, les étudiants, les collectivités hôtes et les partenaires); 3. Il n'existe pas de travaux de recherche qui mesurent les retombées des programmes au sein des universités canadiennes et pour l'ensemble de celles-ci.

Difficultés auxquelles sont confrontées les universités canadiennes pour mesurer et évaluer les programmes de mobilité étudiante

Collecte de données variable et insuffisante

Pratiquement toutes les universités canadiennes consignent le programme et l'année d'études des participants aux programmes de mobilité. Certaines recueillent également des données sur leurs déplacements. Elles sont cependant très peu nombreuses à recueillir des données démographiques sur les étudiants qui voyagent à l'étranger. Comme l'a expliqué un administrateur : « Je comprends l'intérêt des données démographiques à grande échelle pour les chercheurs, pour leur permettre d'obtenir un portrait de la situation dans l'ensemble du pays. Pour nous, cependant, ce type de données n'a pas de réelle influence sur nos efforts de marketing et de recrutement. »

Le présent document fait partie d'une série d'articles préparés et rédigés par les expertes-conseils Rebecca Tiessen et Kate Grantham entre février et août 2016. Il a été révisé pour en améliorer la clarté. Au total, 20 administrateurs et professeurs de 14 universités canadiennes ont été interrogés dans le cadre de cette étude qui a été réalisée grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international (Ottawa, Canada). Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs.



Absence de logiciel pour une saisie efficace des données

De plus en plus d'universités s'abonnent à des systèmes en ligne d'information sur les déplacements des étudiants pour faire le suivi des données sur la mobilité de leurs effectifs. Les fournisseurs de logiciels les plus populaires sont Horizons et Terra Dotta aux États-Unis et MoveON en Europe. Il n'existe pas de tel système au Canada à l'heure actuelle, et les participants interrogés estiment qu'il s'agit là d'une lacune importante. Certaines universités canadiennes tardent encore à investir dans ce type de système d'information, en partie à cause du coût élevé (une administratrice a évalué l'investissement de départ à 25 000 \$, auquel s'ajoutent des frais d'abonnement annuel de 10 000 \$), mais aussi en raison des ressources administratives et de la formation requises. Les établissements qui n'ont pas encore fait le saut consignent les données manuellement dans des feuilles de calcul Excel ou dans les dossiers des étudiants.

Difficultés liées à la catégorisation des options de mobilité étudiante

Il est compliqué de calculer le nombre précis d'étudiants qui participent à des programmes de mobilité, parce que les étudiants ont aujourd'hui accès à un large éventail d'occasions d'apprentissage à l'étranger, dont la recherche internationale, les stages et les cours pratiques, les expériences de bénévolat et les séjours d'études. Il est difficile de faire un suivi, car les universités ne font pas nécessairement la distinction entre ces options et les données des différents programmes sont recueillies et conservées par différents bureaux. L'adoption d'une typologie consensuelle des programmes de mobilité à l'échelle du pays constitue une première étape importante vers la saisie et l'évaluation des données. Comme l'a indiqué un directeur de l'engagement international : « En l'absence de normes ou de lignes directrices claires, certaines expériences internationales ne sont tout simplement pas consignées. » Une des difficultés liées à la collecte de données auprès des étudiants qui effectuent un stage pratique non lié à des cours offerts à leur établissement hôte réside dans le fait que la valeur éducative de cette expérience n'est souvent pas pleinement exploitée. Il faut améliorer la coordination et la communication entre les différents programmes et bureaux sur le campus pour que tous les intervenants aient accès à des données complètes sur le nombre d'étudiants qui se rendent à l'étranger, l'éventail des programmes auxquelles ils participent et la durée de leur séjour.

Manque de clarté et divergences de points de vue

L'évaluation des programmes de mobilité étudiante pose un certain nombre de difficultés conceptuelles en raison de la complexité entourant la définition et la mesure de retombées comme l'apprentissage interculturel, la connaissance de soi, l'action citoyenne et la compétence interculturelle (Bennett, 2009). L'ambiguïté d'expressions comme « citoyen du monde » et « croissance personnelle » soulève des questions à propos des éléments précis à mesurer pour évaluer les retombées des programmes (Jorgenson et Schultz, 2012 : 12; Cameron, 2015). Les coordonnateurs de programme interrogés ont également souligné la difficulté de mesurer les retombées lorsqu'un grand nombre de celles (parmi les plus importantes) qui touchent les étudiants et les partenaires sont, pour reprendre leurs mots, « intangibles ».



Les différents partenaires qui participent à la mise en œuvre des programmes de mobilité ont des points de vue divergents sur les retombées à évaluer en priorité, ainsi que sur la façon de les définir et de les mesurer (Nelson et Child, 2016). Les études menées sur les programmes de mobilité étudiante tendent à porter sur la théorie critique et les critiques post-coloniales (activité savante) ou sur les résultats positifs (auto-évaluations), et manifestent un biais marqué à l'égard de l'évaluation de l'expérience des étudiants de l'hémisphère Nord (Sherraden et coll., 2008). D'autres études sont nécessaires pour saisir, comprendre et valider les points de vue des partenaires, des organisations et des collectivités des pays hôtes, surtout ceux de l'hémisphère Sud. Des études longitudinales (qui établiraient des liens entre les perspectives d'emploi et la mobilité étudiante) permettront de mieux comprendre les retombées des programmes de mobilité, du moins en ce qui a trait à la carrière et à l'intégration des étudiants canadiens au marché du travail.

Manque d'outils d'évaluation des programmes dans les établissements et à l'échelle nationale

L'absence de mécanismes accessibles et efficaces pour évaluer les programmes de mobilité représente l'un des plus grands défis techniques des universités. Selon les participants interrogés, il serait extrêmement utile qu'une organisation mutuelle nationale comme Universités Canada élabore des outils d'évaluation et les rende accessibles en ligne. Ces outils d'évaluation communs faciliteraient également les comparaisons interétablissements.

L'évaluation des programmes dans les établissements pourrait également contribuer à la création d'une base de données pancanadiennes qui contiendrait des renseignements sur les participants de même que sur la nature et les retombées des programmes. Une telle base de données centralisée présenterait d'immenses avantages. Il serait en effet possible de dégager des tendances pour orienter la planification des programmes, de diffuser des ententes et des modèles de partenariat novateurs et d'utiliser les données nationales pour faire la publicité des programmes et obtenir du financement. Une base de données à accès partagé faciliterait de plus les analyses longitudinales qui permettraient aux universités canadiennes de comparer leurs contributions aux données nationales et leurs engagements à cet égard. Les possibilités de partenariats et de collaborations interétablissements qui en découleraient ne sont pas non plus à négliger. Comme l'a exprimé un gestionnaire de l'éducation internationale : « La collaboration fait partie de l'ADN des Canadiens; du moins, j'aime le penser. Je crois également que c'est la voie de l'avenir, car nous tentons de créer une communauté mondiale et que nous devons prêcher par l'exemple. »

Méconnaissance des activités des étudiants aux cycles supérieurs

Il y a un manque flagrant d'évaluation et de mesure des activités des étudiants aux cycles supérieurs. Ces derniers participent sans doute à des séjours d'études, des stages et des projets de recherche sur le terrain à l'étranger, ainsi qu'à des formations pré-départ, mais ces activités ne relèvent généralement pas des bureaux de liaison internationale. L'information reste plutôt entre les mains des étudiants et de leurs superviseurs. De plus, comme l'a fait remarquer un administrateur, les bureaux de liaison internationale tentent de joindre le plus grand nombre d'étudiants possible, ce qui signifie que les voyages en groupe, comme dans le cadre de programmes coopératifs, constituent leur marché prioritaire. Les étudiants qui participent à des séjours de recherche à l'étranger sont souvent moins ciblés sur le plan de l'interaction. Ainsi, le Canada dispose de relativement peu de renseignements sur le nombre d'étudiants aux cycles supérieurs qui se rendent à l'étranger et sur les retombées de leurs expériences d'apprentissage international.



Stratégies d'amélioration des pratiques d'évaluation et de mesure

Modèles centralisés de gestion des programmes internationaux des universités

Les universités s'éloignent de plus en plus des modèles décentralisés et hybrides en matière de mobilité étudiante; elles mettent sur pied des bureaux d'apprentissage international et consolident leurs systèmes de déclaration électronique de même que leurs efforts de recrutement et de formation des étudiants. Cette démarche centralisée présente plusieurs avantages, dont une prestation plus efficace des programmes, une meilleure communication, un suivi et une évaluation améliorés et une plus grande interdisciplinarité. L'accès à des statistiques précises permet également aux membres du personnel et aux professeurs de rendre plus fidèlement compte de leurs activités, de leurs difficultés et de leurs réussites, ce qui facilite les demandes de financement adressées à la haute direction. La transition vers un modèle de gestion centralisée présente cependant de nombreuses difficultés. Outre le coût élevé et les problèmes techniques associés à la fusion de programmes et d'unités administratives, la territorialité, la résistance au changement et l'impression de perdre des ressources sont autant d'obstacles à surmonter. Selon un administrateur, les professeurs doivent percevoir la valeur d'un bureau de liaison internationale et du rôle qu'il joue dans l'intérêt de tout l'établissement. De l'avis des participants interrogés, la centralisation des services représente la stratégie la plus efficace pour améliorer la collecte de données.

Collaboration interétablissements et diffusion d'information sur la mobilité étudiante

Faute de base de données nationale, les administrateurs universitaires ont pris l'initiative de créer des réseaux informels qui leur permettent de mettre leurs expériences en commun, de poser des questions et de se conseiller mutuellement. Deux exemples de réseaux d'utilisation de logiciels d'information sur la mobilité étudiante sont ressortis de la présente étude :

Groupe d'utilisateurs d'Horizons

Les utilisateurs du logiciel Horizons dans les universités canadiennes se réunissent deux fois l'an par conférence Web pour faire des démonstrations de logiciels, mettre de l'information et des expériences en commun et fournir une rétroaction au fabricant du logiciel. Ce front commun s'est avéré profitable, car le fabricant a modifié et ajouté des fonctions au logiciel pour répondre aux besoins précis de ses clients canadiens. Les établissements qui envisagent de se procurer Horizons peuvent également se joindre au groupe et poser des questions. Pour s'inscrire, il suffit de communiquer avec Lise Laporte à lise.laporte@uwo.ca.

Liste de diffusion sur les logiciels de gestion des études à l'étranger

Cette liste est à la disposition des intervenants en mobilité étudiante dans les universités canadiennes qui souhaitent poser des questions sur l'achat et l'utilisation de logiciels de gestion des études à l'étranger, et partager leur expérience. Les fournisseurs de logiciels n'en sont pas membres. Pour joindre la liste, il suffit de communiquer avec Lynne Mitchell à lmitchel@uoguelph.ca.



Ressource supplémentaire

- Bureau de l'éducation internationale. « How Are We Doing? The Role of Evaluation in IIE's Programs », New York, 2013 (<http://www.iiie.org/Blog/2013/October/Evaluation-In-IIE-Programs#.V5NoEDkrK-U>).

Notes

Bennett, M. J., 2009. « Defining, Measuring and Facilitating Intercultural Learning: A Conceptual Introduction to the Intercultural Education Double Supplement », *Intercultural Education*, vol. 20, no 4, p. 1-13.

Cameron, J., 2015. « Grounding Experiential Learning in “Thick” Conceptions of Global Citizenship ». Tiré de *Globetrotting or Global Citizenship? Perils and Potential of International Experiential Learning*, R. Tiessen et R. Huish (dir.), University of Toronto Press, Toronto, p. 21-42.

Centre d'études en politiques internationales, 2015. « Towards 2030: Building Canada's Engagement with Global Sustainable Development. », Université d'Ottawa, Ottawa. Page consultée le 25 juillet 2016 à l'adresse : <http://www.cips-cepi.ca/wp-content/uploads/2015/01/CIPS-development-final-web-EN.pdf>.

Duncan, K., 2014. « CBIE calls on government to 'mobilize critical mass' of Canadians », *The Pie News*, 18 août 2014. Page consultée le 26 juin 2016 à l'adresse : <http://thepienews.com/news/cbie-calls-on-government-to-mobilise-critical-mass-of-canadians/>.

Jorgenson, S. et Shultz, L., 2012. « Global Citizenship Education (GCE) in Post-Secondary Institutions: What is Protected and what is Hidden under the Umbrella of GCE? », *Journal of Global Citizenship and Equity Education*, vol. 2, no 1, p. 1-18.

Nelson, K. et Child, C., 2016. « Adding the Organizational Perspective: How Organizations Shape Service Work Abroad », *Voluntas*, vol. 27, no 2, p. 525-548.

Sherraden, M.S., Lough, B., et McBride, A.M., 2008. « Effects of International Volunteering and Service: Individual and Institutional Predictors », *Voluntas*, vol. 19, no 4, p. 395-421.

Tiessen, R. et Heron, B., 2012. « Volunteering in the Developing World: The Perceived Impacts of Canadian Youth », *Development in Practice*, vol. 22, no 1, p. 44-56.

Tiessen, R. et Huish, R., 2015. *Globetrotting or Global Citizenship: Perils and Potential of International Service Learning*, Toronto, University of Regina Press.

Turner, Y. et Robson, S., 2008. *Internationalizing the University*, Londres, Continuum International Publishing Group.

Universités Canada, 2014. *Les universités canadiennes dans le monde : Enquête de l'AUCC sur l'internationalisation*, Ottawa. Page consultée le 25 juillet 2016 à l'adresse : <https://www.univcan.ca/wp-content/uploads/2015/07/enquete-internationalisation-2014.pdf>.

Universités Canada, 2014. « Un nombre accru d'étudiants canadiens doivent aller étudier à l'étranger », Ottawa, 28 novembre 2014. Page consultée le 25 juillet 2016 à l'adresse : <http://www.univcan.ca/fr/salle-de-presse/communiqués-de-presse/un-nombre-accru-detudiants-canadiens-doivent-aller-etudier-a-letranger/>.

Photo de couverture gracieusement fournie par Jessica Tourand, participante du programme *Étudiants pour le développement* en 2013.